

Le négoce à un tournant

GTSA. Le Trading Forum s'articulait autour de la mutation des flux et de la diffusion de meilleures pratiques.

NICOLETTE DE JONCAIRE

La mondialisation et l'intégration des marchés ont favorisé la convergence des marchés de matières premières. Avec le déplacement de la demande vers l'Est et l'exploitation de nouvelles ressources énergétiques aux Etats-Unis, les flux se sont modifiés impactant l'organisation de l'industrie. Contraintes à optimiser l'approvisionnement dans un univers toujours plus complexe et compétitif, les maisons de négoce ont été poussées à une diversification accrue. Avec un accroissement de leur visibilité, elles sont aussi soumises à un examen plus critique de la société civile qui en exige davantage de transparence. Le secteur s'interroge sur la diffusion de meilleures pratiques et sur la contribution qu'il doit apporter aux autres participants de la chaîne d'approvisionnement. Ouverte par le professeur Bernard Morard, doyen de la faculté de sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, la conférence débutait avec Pierre Maudet, conseiller d'Etat genevois à la tête de l'Economie, porteur d'un message de bienvenue du gouvernement à un secteur qui doit débattre et s'interroger sur les défis de sa gouvernance. David Fransen, président du GTSA, rappelait ensuite avec humour que dans une industrie infiniment plus complexe que par le passé, il fallait savoir faire preuve d'ingéniosité. Le prix des matières premières a, en moyenne, doublé depuis le début des années 2000, la

volatilité s'est fortement accrue et la corrélation entre matières premières, autrefois inexistante, s'est renforcée expliquait Alexander Keck, conseiller au département de recherche économique de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). En toile de fond, l'émergence d'une Chine grande consommatrice, l'augmentation des coûts de production attribuables à celle des cours de l'énergie (le coût d'un puits de pétrole a doublé en 10 ans et l'énergie représente 1/3 des coûts de la production agricole) et l'impact toujours mal défini de la financiarisation. Un débat qui exige plus de recherches et moins de convictions partisans.

Dans une première session, consacrée à la mutation des flux, Claudio Scarrozza, ancien senior CEO de CHS Europe et spécialiste du commerce des denrées agricoles, résumait en quelques mots les mutations de la production de soja, passée des USA au Brésil et à l'Argentine, et de celle du blé dont l'Ukraine, zone très sensible aujourd'hui, est devenue le cœur. Risques accrus, financement des fonds de roulement et identification des talents sont devenus les défis principaux d'un secteur qui s'est industrialisé et a diversifié ses exigences. Simon Collins, directeur du négoce des métaux non ferreux et du vrac chez Trafigura, rappelait la consolidation inévitable d'une industrie où les petits acteurs trouvent de moins en moins leur place et la refonte des grands groupes qui s'agrandissent tou-



BERNARD MORARD. La maturation du secteur pose la question de sa réglementation.

jours davantage. Compenser les déséquilibres régionaux et saisonniers entre offre et demande est le rôle du négociant. Ces déséquilibres se déplacent en permanence expliquait Simon Warren. Les importations de brut américaines sont tombées de 30% en moins de 10 ans, l'Europe a perdu presque toutes ses raffineries et la consommation chinoise est une boîte noire. Ce que Craig Pirrong confirmait, rappelant qu'au milieu des années 2000, le grand débat aux Etats-Unis tournait autour des importations de gaz liquide. Un sujet qui n'a plus aucune actualité à l'heure où les USA se préparent à devenir un exportateur majeur de GNL et où la consommation domestique de gaz s'est substituée à celle du charbon. Au cours de la seconde session, centrée sur le thème des attentes de la société civile et des régulateurs, Frédéric Chenais, conseiller scientifique au DFEA, évoquait l'importance du dialogue multipartite aux yeux du gouvernement fédéral dans l'amélioration de la gouvernance. «Atténuer la malédiction des ressources» doit

rester le point focal du débat selon Lorenz Kummer, conseiller politique de l'ONG Swissaid. L'incompétence et la corruption de certaines sociétés d'Etat, détentrices du monopole de la vente des matières premières prive les pays producteurs des ressources qui leur appartiennent de plein droit. La Suisse peut l'éviter en réglementant plus sévèrement et se doit de le faire. Bien évidemment plus nuancé, Stéphane Graber, secrétaire général du GTSA, rappelait que la Suisse ne peut régler en isolation et doit s'aligner avec la législation internationale dans un domaine par essence global. Le professeur Jean-Paul Vulliét, associé du Cabinet d'avocats Lalive, concluait la conférence.